

L'APARTHEID ISRAËLIEN S'INVITE A SCIENCES PO !

La semaine contre l'Apartheid israélien, qui dénonce chaque année dans les universités du monde entier la politique coloniale d'Israël, est encore une fois victime de la censure en France. Le 9 mars dernier, la présidence de Paris 8 tentait en effet d'empêcher une conférence-débat portant sur le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), qui vise à mobiliser la société civile internationale pour mettre fin à la politique expansionniste israélienne. L'université Paris 1 souhaite désormais interdire la tenue d'une conférence le 26 mars à laquelle devait participer un ancien conseiller du président Mandela, sur la base de motifs administratifs fallacieux.

Alors que toute critique radicale de la politique israélienne est menacée de censure dans les universités françaises, Sciences Po autorise la tenue d'une conférence propagande qui, sous couvert d'un thème progressiste, normalise la politique criminelle de l'État israélien contre les Palestiniens.

Le **lundi 30 mars**, l'association « Paris Tel-Aviv » organise une conférence sur le thème « Être femme en Israël ». Parmi les invitées figurent Michal Philosph, porte-parole de l'ambassade d'Israël en France. Celle-ci déclarait à l'antenne de la radio RMC le 19 novembre 2014 que la colonisation israélienne, illégale au regard du droit international, n'était que "le fruit d'une croissance naturelle" des colonies. Bar Ben Yaacov, autre invitée de la conférence, est quant à elle déléguée de l'Agence Juive, institution-clef de la colonisation israélienne. Bar Ben Yaacov est par ailleurs ancienne officier de l'armée israélienne, responsable de la mort de plus de 2100 personnes, dont 70% de civils, lors de la dernière agression contre Gaza. « Paris Tel Aviv » invite enfin Muriel Touaty, présidente de l'Association France du Technion, qui collabore directement avec l'industrie militaire israélienne responsable des massacres de civils palestiniens.

Cette conférence ne se contente pas de normaliser la politique criminelle de l'Etat israélien. Sous couvert d'un thème progressiste, celui de l'autonomisation des femmes, elle invite en plus ses représentantes officielles, y compris une ancienne officier de l'armée !

CONTRE LA NORMALISATION DE L'ETAT D'APARTHEID ISRAËLIEN, NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DE CETTE CONFERENCE QUI OFFRE UNE TRIBUNE SCANDALEUSE A DES REPRESENTANTS OFFICIELS D'UN ETAT VOYOU. SI CELLE CI NE DEVAIT PAS ETRE ANNULEE, NOUS APPELONS A UN

RASSEMBLEMENT

DE PROTESTATION

**LUNDI 30 MARS A 17H
DEVANT SCIENCE PO
27, RUE ST GUILLAUME**



SOLIDAIRES ETUDIANT.E.S SCIENCES PO,
GENERATION PALESTINE, PIR, BDS, UJFP,
COLLECTIF PALESTINE PARIS 8, SORTIR DU
COLONIALISME, AMERICANS AGAINST THE WAR.

LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE : KESAKO ?

Dans le cadre de la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'Etat israélien (BDS), les intellectuel-le-s et les universitaires doivent jouer un rôle, de solidarité avec les Palestinien-ne-s dont le droit à l'éducation est constamment bafoué, et de lutte contre le soutien des institutions universitaires au projet colonial et raciste de l'Etat israélien. Il ne s'agit pas de boycotter des individus mais des représentants de ces institutions. Il ne s'agit pas non plus de boycotter les universitaires qui critiquent et condamnent ouvertement la politique d'apartheid de l'Etat : ceux et celles-là soutiennent d'ailleurs pour la plupart le boycott académique.

Parce que la liberté devient un privilège lorsqu'elle ne concerne pas tout le monde nous appelons au boycott tant d'un Etat qui opprime que de ses portes-parole. **La campagne BDS doit se poursuivre tant que l'Etat israélien n'aura pas reconnu aux Palestinien-ne-s le droit à l'auto-détermination, le droit au retour des réfugié-e-s et la fin du régime d'apartheid.**

COMMENT ?

Le boycott universitaire est une campagne de lutte non violente qui peut prendre les formes suivantes :

- Refuser de participer à toute sorte de coopération, collaboration ou projet culturel conjoint, académique ou culturelle, avec des institutions israéliennes ;
- Adopter des résolutions publiques condamnant la politique israélienne ;
- Inciter les institutions internationales à ne pas financer des institutions israéliennes

A cela doit s'ajouter le soutien aux institutions universitaires palestiniennes, sans le conditionner à un partenariat avec des institutions israéliennes, affirmant l'indépendance de ses institutions.

La France est en retard et peine à engager une véritable campagne de Boycott académique. Néanmoins, à l'étranger, on compte de plus en plus de succès. Ont par exemple récemment voté le boycott : l'Université SOAS de Londres (2014), et aux Etats-Unis, l'Association for Asian American Studies aux Etats-Unis (avril 2013), l'American Studies Association (décembre 2013). Des associations de professeur-e-s du supérieur ont par ailleurs voté le boycott académique dès 2005-2006.

APARTHEID ISRAELIEN : DES EXEMPLES...

L'université Palestinienne d'Al Qds est régulièrement victime d'attaques de l'armée israélienne. De plus, de nombreux-ses étudiant-e-s et professeur-e-s palestinien-ne-s sont aujourd'hui détenu-e-s comme prisonnier-e-s politiques.

Les universités israéliennes d'Ariel et de Bar Ilan et le Collège Herzog ont quant à eux ouvert des campus dans les territoires occupés de Cisjordanie, et ce contre toute règle de droit international.

Durant le dernier massacre de Gaza, le soutien des universités israéliennes à la politique de colonisation sioniste a pris des proportions indécentes. Le doyen de l'Université de Tel Aviv a ainsi déclaré le 13 août 2014 que l'université offrirait un an d'exemption de frais de scolarité aux soldats. L'Université Hébraïque de Jérusalem déclarait quant à elle vouloir « joindre l'effort de guerre pour soutenir ses étudiants-soldats » et appelait les amis et les anciens élèves de l'Université à soutenir un fond de bourse destiné à offrir des cadeaux estampillés « Bordure Protectrice ».

Au-delà des déclarations, il existe un soutien structurel des universités au complexe militaro-industriel d'occupation. Le Technion collabore directement avec la société privée d'armements Elbit. L'un des dirigeants d'Elbit siège par ailleurs dans le conseil d'administration de l'Institut Weizman et dans celui de l'Université Hébraïque de Jérusalem. Certains dirigeants universitaires sont aussi des militaires notoires. Arnon Soffer, spécialiste en géographie militaire de l'Université de Haïfa, s'est par exemple rendu célèbre pour avoir placé la question du « péril démographique » (c'est-à-dire la dénonciation de l'excès de Palestinien-ne-s sur le « territoire israélien », ou en d'autres mots, la promotion du nettoyage ethnique) au cœur du programme de l'Université. C'est le cas aussi de Pnina Sharvit Baruch, colonel actif pendant les massacres de Gaza, à l'Université de Tel Aviv, ou encore de Carmi Gilon, ancien directeur des services secrets, et vice-Président de l'Université Hébraïque de Jérusalem...

**C'EST POUR TOUTES CES RAISONS QUE LE BOYCOTT DOIT EXISTER DANS LE MONDE ACADEMIQUE.
REJOIGNEZ LA CAMPAGNE : FAITES VIVRE LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !**